

À Monsieur le Ministre de l'Économie et des Finances,

À Monsieur le Ministre délégué chargé du Budget,

À Monsieur le Directeur général des Finances publiques,

objet : Rétablissement d'un portail public de facturation électronique

Madame, Monsieur,

La généralisation de la facturation électronique constitue une réforme structurante, dont les objectifs (lutte contre la fraude fiscale, modernisation des échanges et simplification déclarative) sont largement partagés.

Toutefois, le dispositif actuellement retenu repose exclusivement sur des plateformes privées pour satisfaire une obligation légale de transmission de données fiscales et économiques. Le portail public de facturation initialement envisagé n'a pas été déployé comme infrastructure opérationnelle de référence.

Cette situation soulève plusieurs difficultés de fond.

D'une part, une obligation administrative imposée par la puissance publique devrait pouvoir être satisfait directement auprès d'un service public, garantissant neutralité, pérennité et égalité d'accès. D'autre part, la délégation de fait à des opérateurs commerciaux crée un marché captif et transfère durablement des coûts vers les indépendants, les TPE et les associations, sans bénéfice évident pour l'intérêt général.

La multiplication des plateformes privées entraîne en outre une duplication des infrastructures numériques, contraire aux objectifs de sobriété environnementale, et accroît les risques liés à la dispersion de données économiques stratégiques.

Dans ce contexte, nous demandons le rétablissement effectif d'un portail public de facturation électronique, gratuit, pleinement fonctionnel et accessible à l'ensemble des acteurs économiques, constituant l'infrastructure de référence pour répondre à cette obligation légale.

Une telle solution renforcerait la souveraineté numérique de l'État, réduirait les coûts globaux du dispositif et restaurerait la cohérence entre obligation publique et service public.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à cette demande et restons à disposition pour tout échange constructif sur ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération respectueuse.

[Nom Prénom / Collectif]

[Commune / Organisation le cas échéant]